

DÉPARTEMENT DU DOUBS

ARRONDISSEMENT
de BESANÇON

OBJET :

CONVENTION SYDED-ENEDIS
POUR L'APPLICATION DE
L'ARTICLE 8 DU CONTRAT DE
CONCESSION

Délibération n° 2024/26

MEMBRES :

En exercice : 40

Présents : 24

Représentés : 5

Présents et représentés ayant pris
part à la délibération : 29

Absents excusés : 13

Absents : 6

RESULTAT DU VOTE :

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

DATE DE LA CONVOCATION :

13 juin 2024

NOTA :

Cette délibération sera publiée en
juin 2024 sur www.syded.fr.

SYDED

(Syndicat mixte d'énergies du Doubs)

33 rue Clément Marot

25000 BESANÇON



EXTRAIT

du registre des délibérations du comité syndical

Séance du 21 juin 2024

L'an deux mille vingt-quatre,

Le 21 juin à 17 heures 30

Le comité syndical du SYDED s'est réuni au SYDED, 33 rue Clément Marot, à Besançon, après convocation légale, sous la présidence de Patrick CORNE, Président.

Secrétaire de séance : Pascal DUCRET.

Étaient présents : Emile BOURGEOIS, Patrick CORNE (*pouvoir de Christophe ANDRÉ*), Claude COURVOISIER, François CUCHEROUSET, Jacques DEMANGEON, André-Marie DEPOUTOT, Pascal DUCRET, Daniel GRANJON, Maurice GROSSET, Yves GUYEN (*pouvoir de Marie ZÉHAF, à compter de la délibération 20*), Michel LAURENT, Christian METHOT (*suppléant Magali DUVERNOIS*), Pierre MILLON (*suppléant Evelyne MERCIER*), Anthony NAPPEZ (*pouvoir de Lorine GAGLIOLO*), Benoit PARENT, Laurent PETIT, Franck RACLOT, Jean-Marie SAILLARD (*pouvoir de Roland MARTIN*), Gilles SPICHER (*suppléant Yannick POUJET*), Marc TIROLE (*pouvoir de Carole THOUESNY, ne prend pas part au vote de la délibération 18*), Olivier TRAVERSIER, Pierre VAUFREY, Charlène CERUTTI, Ghislaine VUILLIER.

Étaient excusés : Christophe ANDRÉ (*pouvoir à Patrick CORNE*), Magali DUVERNOIS (*suppléée par Christian METHOT*), Ludovic FAGAUT, Sarah FAIVRE, Lorine GAGLIOLO (*pouvoir à Anthony NAPPEZ*), Yves GAMELON, Jean-Emmanuel LAFARGE, Aymeric MAIRE, Roland MARTIN (*pouvoir à Jean-Marie SAILLARD*), Evelyne MERCIER (*suppléée par Pierre MILLON*), Yannick POUJET (*suppléé par Gilles SPICHER*), Carole THOUESNY (*pouvoir à Marc TIROLE*), Marie ZÉHAF (*pouvoir à Yves GUYEN*).

Étaient absents : Henri BERMOND, Frédéric CARTIER, Jean-Michel CAYUÉLA, Laurent CROIZIER, Daniel DEFASNE, Didier PAINEAU.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

Les dispositions concernant la participation financière du concessionnaire aux travaux d'intégration des ouvrages dans l'environnement réalisés sous maîtrise d'ouvrage du SYDED, objet de l'article 8 du contrat de concession ENEDIS / SYDED, sont redéfinies périodiquement par une convention d'application spécifique.

La dernière convention avait été signée le 14 décembre 2020 pour une période de 2 ans renouvelable une fois, soit 4 années au total, à compter du 1^{er} janvier 2021 et ce concomitamment avec l'entrée en vigueur du nouveau contrat de concession. Cette convention prendra donc fin le 31 décembre 2024. Les deux parties ayant remplies leurs obligations réciproques, le SYDED aura perçu 400 000 €/an de la part d'ENEDIS sur la période.

D'une façon générale, ENEDIS a tendance à introduire des taux de fils nus de plus en plus élevés dans les conventions proposées aux AODE. Le SYDED avait annoncé qu'une convention avec plus de contraintes pour le syndicat ne serait pas acceptable. A minima, ENEDIS a donc proposé une nouvelle convention suivant des dispositions strictement identiques à la précédente.

La nouvelle convention présentée en annexe pourrait ainsi être signée pour les 4 prochaines années, à savoir 2025-2028, aux conditions suivantes :

- Participation annuelle d'ENEDIS de 400 000 €/an pour les deux premières années (2025-2026), puis à minima de 80 % de ce montant pour les deux années suivantes (2027-2028) ;
- Taux de sécurisation de 30 % sur la durée de la convention, calculé sur le linéaire de réseau remplacé.

Les prévisions de travaux actuels montrent que le taux de sécurisation pourrait être atteint sur les années 2025-2026. Concernant les années 2027-2028, il sera nécessaire trouver des opérations compatibles avec cette contrainte.

AR-Préfecture du Doubs

Acte certifié exécutoire

025-252508288-20240625-5-DE

Réception par le Préfet : 25-06-2024

Publication le : 25-06-2024



Après 2028, de nouvelles discussions devront avoir lieu entre le SYDED et ENEDIS, sur la question du taux de sécurisation notamment, qui deviendra beaucoup plus difficile à atteindre, le linéaire de fils nus diminuant régulièrement suite aux investissements conduits par le SYDED.

Le comité syndical, après avoir entendu l'exposé du Président Patrick CORNE, et en avoir délibéré, décide à l'unanimité des présents et représentés ayant pris part à la délibération :

- ▶ ***De valider le projet de convention portant sur l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession pour la période 2025-2028, document présenté en annexe du présent rapport ;***
- ▶ ***D'autoriser le Président à signer le document précité et à mettre en application les dispositions s'y rapportant.***

Fait et délibéré en séance, les jour, mois, an susdits.

Pour extrait conforme
Le Président du SYDED,
Patrick CORNE

**Convention
relative à l'application de l'Article 8
« Intégration des ouvrages dans l'environnement »
du cahier des charges de concession
pour le service public de la distribution d'énergie
électrique du 1^{er} janvier 2021**

Entre

Le **Syndicat Mixte d'Énergies du Doubs (SYDED)**, autorité concédante du service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente sur son territoire, représentée par Monsieur le Président, Patrick CORNE, dûment habilité à cet effet par délibération du comité syndical en date du 21 juin 2024, domiciliée 33 rue Clément Marot à Besançon (25000),

Désigné ci-après par l'appellation « **l'autorité concédante** »,

Et

Enedis, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 34, place des Corolles 92079 Paris La Défense, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représentée par M. Thierry BRAULT, Directeur Régional Enedis d'Alsace Franche-Comté, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties le 10 février 2021 par le Directoire et la Présidente du Directoire d'Enedis, faisant élection de domicile 57, rue Bersot à Besançon (25000),

Désignée ci-après : « **le concessionnaire** », pour la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité, **ou « le gestionnaire du réseau de distribution »**,

Désignés ensemble « **les Parties** »

Exposé

Le SYDED a concédé à Enedis, par acte en date du 14 décembre 2020, et pour 30 ans, la distribution publique de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire de la concession.

Enedis et le SYDED ont fixé les participations financières du concessionnaire relative à l'application de l'article 8 du cahier des charges de concession, pour les exercices 2021 à 2024 par convention signée en date 14 décembre 2020.

La convention arrivant à échéance le 31 décembre 2024, les Parties sont convenues de renouveler cette convention par anticipation.

La présente convention en date du XX, définit les modalités d'application de l'article 8 du cahier des charges à compter de 2025 et pour quatre années. Enedis et le SYDED ont fixé les participations financières du concessionnaire pour les exercices 2025 à 2028 sous conditions que les travaux réalisés par le SYDED contribuent notamment à l'atteinte d'un taux de sécurisation.

A l'issue de la présente convention, les parties conviennent de se réunir pour définir les modalités d'application de la prochaine convention article 8.

Les Parties sont convenues des dispositions ci-après.

Article 1^{er} - Application de l'article 8 du cahier des charges de concession - Participation du gestionnaire du réseau de distribution au titre de l'intégration des ouvrages dans l'environnement

La présente convention a pour objet de fixer le montant et les modalités de règlement de la contribution annuelle du concessionnaire au titre de l'article 8 du cahier des charges à compter du 1^{er} janvier 2025 et pour la période définie à l'article 7 ci-après.

Article 2 - Montant de la participation du gestionnaire du réseau de distribution

La participation du concessionnaire s'établira à hauteur de 40 % du montant des chantiers éligibles à l'article 8, et ce dans la limite de l'enveloppe annuelle fixée ci-dessous.

Le montant annuel de la participation du concessionnaire au titre de l'article 8 est fixé à :

- **400 000 euros** pour les années 2025 et 2026 ;
- **À minima 80 % de ce montant** pour les années 2027 et 2028.

Les parties conviennent de définir précisément le montant des années 2027 et 2028 au regard d'un bilan partagé sur la sécurisation conformément à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 - Programme annuel des travaux présenté par l'autorité concédante

Au cours de l'année N-1, (au plus tard le 30 novembre) l'autorité concédante adressera au gestionnaire du réseau de distribution, pour coordination éventuelle et commun accord, le programme prévisionnel pour l'année N des travaux que l'autorité concédante entend réaliser aux fins d'intégration des ouvrages électriques dans l'environnement et cofinancés au titre de l'article 8 du cahier des charges de concession.

Lesdits travaux annuels, cofinancés au titre de l'article 8 du cahier des charges de concession comporteront des actions de sécurisation des réseaux qui consistent à résorber des portions de réseau aérien basse tension en fils nus et en priorité les portions comportant des faibles sections. Les Parties conviennent que les fils nus de faible section correspondent aux fils de section inférieure ou égale à 14 mm² en cuivre ou de section inférieure ou égale à 22 mm² pour les autres métaux.

La part des réseaux supprimés, concourra à l'amélioration de la qualité de fourniture et contribuera à l'atteinte du taux de sécurisation fixé à l'article 4 de la présente convention.

Les travaux du programme de l'année N feront l'objet d'un suivi régulier. A cet effet, des réunions périodiques seront organisées par les parties, au nombre d'une réunion par semestre à minima.

Si certaines opérations du programme de l'année N ne sont pas achevées au 31 décembre de l'année N, ces opérations seront imputées sur le montant de la contribution de l'année N, sous réserve qu'elles soient achevées avant le 31 décembre de l'année N+1.

Article 4 - Taux de sécurisation

Les parties sont convenues d'un taux de sécurisation de 30 % à atteindre sur la durée de la présente convention.

Le taux de 30 % correspond au ratio suivant : longueur de réseaux basse tension composé de fils nus et/ou fils nus de faible section (cumulé sur la durée de la convention) déposé rapporté à longueur totale de réseaux basse tension déposé (cumulé sur la durée de la convention), sous maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante et cofinancés au titre de l'article 8 du contrat de concession.

Pour ce faire, l'autorité concédante détaillera les opérations et les linéaires de réseaux basse tension concernés par son programme annuel de travaux cofinancés au titre de l'article 8 du cahier des charges de concession.

Les parties réaliseront un bilan sur la contribution apportée à la sécurisation des réseaux par l'intégration des ouvrages dans l'environnement sous MOA du SYDED :

- **À l'issue des deux premières années conformément à l'article 2** de la présente convention ;
- **Au terme de la présente convention** afin d'en préparer le renouvellement.

Article 5 - Modalités de règlement de la participation du concessionnaire

La participation convenue et fixée à l'article 2 de la présente convention sera versée par le gestionnaire du réseau de distribution sur présentation d'un état justificatif récapitulatif des chantiers éligibles au cofinancement et retenus au programme. Cet état justificatif sera établi par l'autorité concédante après l'achèvement des travaux ou de la tranche de travaux concernés.

Article 6 - Prise d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa réception par la Préfecture.

Article 7 - Durée de la convention

7a) durée : la présente convention est établie pour une durée de quatre ans, soit du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028 ;

7b) renouvellement : les parties se réuniront dans les 6 mois qui précèdent la fin de la présente convention, afin de discuter des modalités de renouvellement de la présente convention. Elles définiront ensemble les modalités d'application de la prochaine convention article 8.

Article 8 - Formalités

La présente convention, établie en trois exemplaires originaux, est dispensée des droits d'enregistrement. Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des parties qui en aurait provoqué la perception.

Fait à Besançon, le

Pour le SYDED

Pour Enedis

Le Président

Le Directeur